

Cette conférence avait pour principal thème la manière dont nous pouvons nous engager à évoluer vers les objectifs de développement durable (SDG - ODD). La mise en œuvre de l'Agenda 2030 est en effet pertinent pour tous les acteurs sociétaux : les services publics, les entreprises, la société civile, le monde académique et les citoyens.

Le professeur Olivier De Schutter, ancien rapporteur des NU sur le droit à l'alimentation et membre du Comité des NU pour les droits économiques, sociaux et culturels, madame Barbara Pesce-Monteiro, directrice des bureaux des Nations Unies à Bruxelles et le professeur Jean- Pascal van Ypersele, membre du groupe des 15 scientifiques de renom qui rédigent le Global Sustainable Development Report, ont commenté leur vision.

La question a été ensuite approfondie via une discussion en panel avec des responsables politiques et des questions de la salle. Une discussion en panel avec des membres de la société civile a également permis d'approfondir les discussions.

Différentes discussions en table ronde ont permis aux participants d'apporter leur propre contribution à la mise en œuvre des SDG en Belgique. Leur synthèse fait l'objet du présent document. La cohérence des politiques pour le développement durable (PCSD) constitue l'essence de l'Agenda 2030. Plus encore qu'un objectif spécifique (17.14), ce principe est le reflet du caractère résolument transversal de l'Agenda : des synergies et trade-offs entre les différents SDG et les cibles, entre les différents secteurs, entre les actions au niveau local, national, régional et international et enfin, entre les différentes générations également.

- Coopérer autour de quelques thèmes concrets (initiatives phares), p.ex. achats durables.
- Intégrer des incitants financiers dans la coopération interdépartementale :
 - Combattre le cloisonnement des budgets en réservant une partie des budgets réguliers aux projets interdépartementaux. L'argent peut être trouvé via des contrôles de recouvrement.
 - Incitants à la rotation/mutation du personnel, même à travers les niveaux politiques (du fédéral vers les régions et les communautés et inversement).
- Forme supplémentaire de cohérence des politiques : fossé entre les décisions à CT et les visions à LT. Proposition d'intégrer un contrôle (AIR ?) permettant de s'assurer que les décisions à CT s'inscrivent bien dans les visions à LT (y compris les SDG).
- Sensibilisation au fait d'accorder de l'importance à la coopération interdépartementale.
- Recherche d'un projet motivant (ex. : Convention des Maires) auquel chacun souhaite coopérer avec enthousiasme. Une convention des ministres existe en fait déjà, à savoir la CIMDD. Il est proposé d'intensifier cette plate-forme et de rechercher des initiatives phares de coopération (comme les achats durables actuellement).

Beaucoup de choses ont déjà été réalisées à différents niveaux en matière d'indicateurs de suivi des SDG :

- Au niveau des NU
- Au niveau de l'OCDE
- Au niveau d'Eurostat
- Au niveau belge : notamment La revue NVR avec 34 indicateurs (2 par SDG)
- Au niveau régional et fédéral

Le Groupe de travail SDG de l'Institut interfédéral de Statistique (IIS) coordonne l'ensemble des efforts belges en matière de choix et de mise en œuvre des indicateurs. La table ronde discute de 3 questions à ce sujet : Le fait de veiller à la participation de tous les intéressés doit créer une assise pour le choix et l'interprétation des indicateurs. L'implication de la société civile, des pouvoirs locaux, des entreprises, des initiatives citoyennes, ... Mais veiller également à une approche descendante :

soumettre une proposition depuis le haut (groupe de travail SDG de l'IIS) aux intéressés, qui puisse être évaluée par ceux-ci.

- L'évaluation par les intéressés peut se faire :
 - Au sein du Conseil fédéral du Développement durable
 - Via des outils modernes de participation de nombreux acteurs
 - Via les meilleures pratiques en la matière dans d'autres pays

Dresser l'inventaire des instances s'occupant actuellement de la collecte de données dans le cadre des SDG, via l'appli des SDG, via des organisations de coordination telles que la FEB, Unizo, ..., via des plates-formes locales.

- Demander de sélectionner des indicateurs (liste limitée) dans le but de garder le contrôle sur l'ensemble, tout en accordant de l'attention à tous les aspects pertinents.
- La liste des indicateurs sélectionnés ne peut pas être définitive : laisser la possibilité de l'améliorer et de la faire évoluer sur base de nouvelles données disponibles ou de nouvelles vues/nouveaux modèles permettant de décrire certains aspects. Évaluation permanente des indicateurs sur base de leur pertinence, de leur qualité, de leur cohérence avec d'autres pays.
- Accorder de l'importance aux aspects qualitatifs en complément des indicateurs quantitatifs La multitude d'initiatives représente un problème => double travail, manque de coopération, qui est occupé à quoi ?
 - Une communication meilleure et plus claire sur les initiatives est nécessaire (Les Pays-Bas ont une meilleure vision)
 - P.ex. rapport de durabilité dans les entreprises et les pouvoirs publics
- Matériel didactique DD désuet
- besoin d'un langage commun
- La sensibilisation autour d'un seul SDG n'est pas possible -> ancrage nécessaire autour de tous les SDG
Mais cela peut parfois être pratique en raison de la mobilisation effective et du rôle moteur, p.ex. Colruyt
- Manque d'un point d'information central
 - Actuellement, vous devez toujours consulter plusieurs sites internet.
 - Manque de clarté : à quel niveau l'information joue-t-elle, est-elle utile, pertinente, ... ?
 - Comment la recueillir ?
 - Renvoyer à des sites internet (de qualité)
 - Réunions régulières (entre les sources d'informations ?) et écouter les autres
- Comment atteindre les **citoyens** ?
 - Travailler avec des ancrages locaux ? (p.ex. 11.11.11)
 - Les 'communes pilotes' de la VVSG ont leurs citoyens comme groupe cible.
 - Plates-formes de participation des citoyens autour des SDG
 - Achats groupés de panneaux solaires p.ex. par les villes
 - Intégration des SDG dans les règlements relatifs aux subsides
- Comment mobiliser/motiver les **entreprises** ?
 - Modification du comportement nécessaire cfr. prix modèle Économie 2017 : les décisions économiques ne sont pas toujours prises sur des bases rationnelles.
 - Faire des bénéfices (produire bon marché) comme motivation
 - Bons exemples : la charte environnementale VOKA (réseau d'entreprises flamandes) est un succès

- Dès le début, impliquer les entreprises dans les SDG
- Argumentation (triggers) visant à ne pas viser que les bénéfices, mais à prendre également ses responsabilités sociétales :
 - Intéressant sur le plan financier/fiscal
 - Pression des consommateurs
 - Pression des médias sociaux
- Les fédérations sectorielles ont également un rôle à jouer, p.ex. imposer un rapport de durabilité, cfr. Essencia, FEB.
- Dissension grandes entreprises vs. petites entreprises innovantes
 - Grandes entreprises : impact négatif sur les SDG, souvent avec un effet lock-in
 - Nombreuses entreprises et modèles d'entreprises innovants, start-ups qui prennent bien leurs responsabilités sociétales. Celles-ci doivent également être mises à l'avant-plan ; il existe des outils pour le faire, mais ceux-ci sont encore trop peu utilisés.
- Les consommateurs doivent être entièrement informés sur l'impact SDG des produits.
 - Mais le coût sociétal est trop peu pris en compte (quantifié).
 - L'engagement volontaire en la matière est insuffisant : les entreprises devraient y être obligées + contrôle nécessaire.
- **Rêve/vision d'avenir nécessaire**
 - Cfr. Pulse ([réseau de transition pour la culture](#)) est l'un des seuls à la posséder.
- Société : est énergique (beaucoup de choses se passent), mais trop peu d'implication des citoyens au niveau local.
 - Ne pas oublier les jeunes.
 - Enseignement
 - P.ex. les écoles Unesco
 - Respect de l'environnement à l'école (ajouter SDG ?)
 - Les SDG dans les programmes scolaires
 - Large secteur culturel
 - Secteur sportif
 - Trop peu d'attention aux SDG dans la culture populaire
 - Souvent pas assez d'argent pour un comportement durable ?
 - Économiser de l'argent comme stimulant pour motiver les citoyens
 - Les médias jouent un rôle important dans la mobilisation ...
- Partenariats : possibilités pour l'avenir
 - Co-crédation : différents experts réalisent ensemble
 - Raison d'existence de Pulse
 - Partenariats Public Privé
 - Offrir une aide aux différentes initiatives de la base, au lieu de les limiter
 - P.ex. labos urbains : 1 guichet pour l'assistance facilite l'échange et le réseautage
 - C'est également possible à grande échelle et à chaque niveau politique.
 - Rassembler et faire connaître les résultats.

Le Programme 2030 pour le Développement durable est universel, sa traduction au niveau des pays doit donc également se faire sur base d'objectifs spécifiques. Étant donné le volume de travail et l'échéancier (2030), des priorités doivent être fixées. Tant pour diriger toutes les actions des acteurs que pour répartir les moyens nécessaires.

- Via quel processus devons-nous définir ces priorités ?
- Comment pouvons-nous indiquer les priorités belges ?

Un point d'attention central a émergé immédiatement de la discussion : les participants sont frappés par le fait que les SDG sont actuellement souvent utilisés pour légitimer la politique en cours, au lieu de la diriger. Une analyse correcte des manquements, destinée à voir ce qui manque et où les actions doivent se concentrer, est donc extrêmement utile pour la mise en œuvre de l'ASD 2030. Les participants formulent les recommandations suivantes sous la forme de conditions contribuant à une analyse convenable des manquements -gap analysis- (mais elles forment également d'excellentes directives pour la mise en œuvre des SDG dans leur ensemble) : (1) un plan stratégique avec responsabilité politique et (2) la coopération entre les différentes entités politiques, (3) des données exactes *mises à jour*, (4) une société civile active.

- 1. Un **plan stratégique SDG officiel** (le plan DD au niveau fédéral p.ex.) est nécessaire, qui fixe la responsabilité politique (*accountability*) nécessaire, avec une attention suffisante pour des actions tant internes qu'externes. Les pouvoirs publics disposent ainsi d'une politique contraignante leur permettant de prendre leurs responsabilités. Nous évitons ainsi également que, sous prétexte de l'ASD 2030, on renvoie la responsabilité aux partenaires. Un appel aux partenaires est bon, mais les participants insistent sur le fait qu'il doit avoir un caractère complémentaire.
- 2. La cohérence entre les différents niveaux et entités politiques est cruciale, surtout vu le fait que les SDG portent essentiellement sur des compétences partagées. Nous pouvons ainsi utiliser véritablement les SDG comme une boussole indiquant une direction à la politique. Nous observons actuellement différents trajets en parallèle. Il est toutefois également important que des initiatives se renforçant les unes les autres restent possibles au sein d'un cadre commun, l'intention n'étant pas de se freiner mutuellement. Le principe de mutualisation doit renforcer les différents niveaux, de manière à créer un cadre de concertation structurelle.
- 3. Dans ce cadre, la **société civile** peut coordonner ses actions de manière complémentaire et réagir de manière structurée. La participation de la société civile se déroule idéalement au sein de conseils solidement encadrés sur le plan légal, en vue d'un maximum de contrôle, de transparence et d'impact.
- 4. Des chiffres exacts *mis à jour* sont essentiels. Les participants mentionnent ici explicitement le travail d'[Eurostat](#). Le travail actuel de l'Institut interfédéral de la Statistique (IIS) est également important et constitue un bel exemple d'une meilleure cohérence entre les différents niveaux politiques. Il est, dans ce cadre, utile de s'intéresser à ce qui se passe sur le terrain. Les indicateurs mesurent-ils également réellement ce qu'ils doivent mesurer ? Les chiffres nous donnent-ils une vue correcte et complète ?

Nous pouvons conclure qu'une analyse des manquements est utile et réussie s'il est satisfait à ces recommandations et points d'attention.